

## « Le féminisme bourgeois » : une théorie élaborée par les femmes socialistes avant la guerre de 14.

Françoise Picq

Aujourd'hui comme autrefois c'est un lieu commun que de considérer le féminisme comme bourgeois ; cela va de soi et ne prête guère à discussion ; même si, autrefois comme aujourd'hui, ceux qui manient l'anathème n'ont rien à envier à celles auxquelles il s'adresse. Ce ne sont pas des ouvrières qui insultaient Maria Pognon au Congrès féministe de 1896<sup>1</sup>, mais des « étudiants collectivistes », et cela ne frappe pas Charles Sowerwine, qui renchérit : « Elle gagnait son argent de poche en gérant un hotel meublé<sup>2</sup> ». Une féministe ne travaille pas pour vivre, cela va de soi, elle se fait de l'argent de poche, même si, comme c'est le cas pour Maria Pognon, elle se trouve veuve avec deux enfants et va mourir dans la misère.

Le féminisme de la III<sup>e</sup> République est-il, par l'origine de ses militantes particulièrement bourgeois ? Ou par la place qu'elles occupent dans le système de production ? Poursuit-il des objectifs conservateurs ou réactionnaires, cherchant à intégrer les femmes au capitalisme ou à aider celui-ci « à vivre en supprimant les inégalités trop criantes »<sup>3</sup> ?

Représente-t-il un danger pour le triomphe des revendications sociales ?

Il est difficile de répondre à toutes ces questions, mais les poser suffit souvent à montrer que la notion de féminisme bourgeois n'appartient pas au domaine de l'analyse socio-politique

mais à celui de l'idéologie, qu'elle ne repose pas sur un constat sociologique mais sur une condamnation politique.

Qualifier de bourgeois le féminisme, c'est d'une certaine façon contester sa légitimité, l'assimiler au conservatisme social, au maintien des privilèges de classe.

Cela pose problème. D'abord parce que dans la situation de non-droit où étaient tenues les femmes de la III<sup>e</sup> république les revendications féministes apparaissent comme les exigences minimales de la dignité. Réformistes certes, mais on rencontre chez les féministes du passé bien des échos de notre contestation. Pas plus que nous, elle ne se contentent de demander leur place dans la société telle qu'elle est ; elles jettent un regard acide sur ce qu'elles nomment « le sexualisme » ou « l'organisation masculiniste »<sup>4</sup> et ne respectent pas plus les dogmes socialistes que ceux de l'Eglise ou de l'Etat. Sont-elles si différentes de nous, petites bourgeoises intellectuelles issues du mouvement révolutionnaire des années 60 ?

Cela pose problème aussi par l'origine de cette condamnation : c'est dans les discours socialistes au début du siècle, particulièrement chez les femmes socialistes qu'on voit progressivement se mettre en place cette nouvelle théorie qui assimile féminisme et bourgeois et devient ce consensus que nous connaissons. Alors qu'Engels parlait de « défaite historique du sexe féminin », donnant une place aux femmes dans le combat révolutionnaire ; comment était-il possible, quelques décennies plus tard, d'interdire aux femmes, au nom d'un idéal révolutionnaire, de revendiquer ces droits essentiels, comme étape nécessaire vers une égalité réelle<sup>5</sup> ?

### ***Bourgeoises et prolétaires***

*« Qu'est-ce qu'une bourgeoise ? Celle qui se consacrant à l'émancipation des travailleuses a contre elle le hasard d'une naissance dans une famille aisée ? L'étudiante mettant toute la force de son instruction au service de l'ouvrière ? La femme*

*qui, tout en menant une vie utile, n'abdique pas un souci de grâce dans sa tenue ? Si vous les traitez de bourgeoises, vous commettez une injustice, établissant une confusion regrettable entre cette désignation de bourgeoise et l'état moral qu'il faut combattre de toutes nos forces : l'esprit bourgeois. » Fanny Clar, L'Équité, 1913.*

L'analyse marxiste des modes de production et des antagonismes de classe n'est passé, le plus souvent, dans les discours politiques qu'à l'état de schémas sommaires et réducteurs. Plaquée sans nuances sur le monde des femmes, sans aucune analyse spécifique de leur place dans le système de production, elle apparaît singulièrement mal venue.

Le bourgeois, c'est celui qui possède les instruments de production ; peut-on considérer comme bourgeoises les femmes de la bourgeoisie qui se voient privées en raison de leur sexe de la plus grande partie des privilèges de leur classe, qui, mariées, sont non seulement dépossédées de tous leurs biens mais deviennent elles-mêmes propriété privée et instruments de production ?

Bourgeoise, dans le vocabulaire socialiste n'est pas le féminin de bourgeois ; une bourgeoise, c'est tout au plus la femme d'un bourgeois. Les féministes dont toute l'énergie tendait à échapper à leur destin de classe, à une définition relative, pouvaient bien se sentir insultées par ce qualificatif qui les désignait non par ce qu'elles étaient mais par celui auquel elles étaient censées appartenir. L'incompréhension était radicale ;

« Vous nous reprochez d'être des bourgeoises, protestait Maria Pognon, je ne sais pas où vous mettez la ligne de démarcation entre les bourgeoises et les ouvrières, car chez nous il n'y a pas d'oisives, toutes nous sommes des travailleuses<sup>6</sup>. »

Oisives ou travailleuses, telle était pour Maria Pognon la ligne de partage par rapport à laquelle les féministes se situaient clairement : luttant pour le droit au travail, dans la légalité comme dans la réalité, l'ouverture des carrières, la libre disposition du salaire, l'organisation professionnelle. Mais ni ouvrières,

vendant leur force de travail, ni bourgeoises exploitant celle des autres.

Il y avait en France en 1900 une avocate, trente « doctresses » pas de quoi constituer une bourgeoisie féminine, mais combien de secrétaires, d'institutrices, de demoiselles des Postes, professions respectables où s'engouffraient les femmes, mais où il est difficile de voir la classe dominante<sup>7</sup>.

Par leur activité professionnelle, les femmes pouvaient tout au plus être assimilées à la « petite bourgeoisie », cette catégorie sociale dont Marx pense qu'elle oscille entre bourgeoisie et prolétariat au gré de la conjoncture politique et qu'il est essentiel de rallier un camp révolutionnaire. On aurait pu, avec Bebel, penser que leur situation de sexe les liait au prolétariat. En tant que femmes, disait Engels, elles étaient une classe, asservie par le mariage monogamique et jouaient dans la famille « le rôle du prolétariat ».

On aurait donc pu s'attendre à ce que les socialistes français, se revendiquant du marxisme, soutiennent les revendications féministes et considèrent les femmes — toutes les femmes — comme leurs alliées potentielles.

Ce point de vue sembla d'abord l'emporter, mais rapidement, c'est la thèse inverse qui se développa et triompha dans les discours — et les pratiques — socialistes.

La « théorie du féminisme bourgeois » trace entre les femmes une infranchissable ligne de classe. Toutes les féministes y sont — sans nuances — considérées comme bourgeoises, tandis que les socialistes s'affirment prolétaires, quelque soit leur origine de classe ou leur mode de vie.

La plupart des dirigeants socialistes ne sont pas, en effet, d'origine ouvrière, et en soulignant l'ascendance des féministes, il faut s'attendre « à l'objection selon laquelle on peut quasiment (...) dire la même chose du mouvement socialiste »<sup>8</sup>. Mais la place de ceux-ci dans le mouvement ouvrier n'est jamais mise en cause : « les travailleurs n'éloignent pas de leur bataillons organisés les Vaillant, les Jaurès, les Guesde, sous prétexte que leurs atavismes ne furent pas prolétariens purs »<sup>9</sup>. Leur extrac-

tion ne les empêche pas de « s'organiser à titre de prolétaires », comme le veut Suzon, car le critère est d'avoir « su voir dans le chaos social l'antagonisme profond des classes » et d'y avoir subordonné toute autre considération (particulièrement de sexe).

Il semble que ces deux déterminations, femme et prolétaire, soient exclusives l'une de l'autres, « Nous allons nous organiser, non pas en tant que femmes », disait Eleanor Marx, « mais comme prolétaires, non pas en tant que concurrentes féminines de nos maris travailleurs, mais comme leurs camarades de combat. »

En dépit du matérialisme, ce n'est pas, pour les socialistes, la situation de classe qui détermine la conscience, mais celle-ci qui détermine l'être de classe, « s'organiser à titre de prolétaire », ce n'est pas s'affilier sur une base de classe réelle, mais selon une référence idéale. On ne naît pas prolétaire ! on le devient... par l'adhésion aux idéaux et au Parti du prolétariat. Le marxisme, cette doctrine forgée par l'intelligentsia à l'usage de la classe ouvrière dont elle se veut la conscience, transforme magiquement ses hérauts en prolétaires. Ceux (ou celles) qui n'en font pas profession doivent à l'inverse être des bourgeois(es).

La bipolarité femme/prolétaire renvoie en même temps à une vision du prolétaire comme masculin, (ce qui correspond à la réalité de l'organisation socialiste)<sup>10</sup> et, par ricochet, assimile femme et bourgeoisie. La lutte entre les sexes apparaît bien comme une lutte de classe, mais contrairement à la thèse d'Engels, la femme y joue le rôle de la bourgeoisie.

### *Le féminisme en France, 1878-1914*

Le féminisme se développe sous la III<sup>e</sup> République, comme mouvement d'opinion et réalité sociale, touchant, bien qu'inégalement, les différentes couches de la société. Poussées par la nécessité économique, les femmes du peuple et de la petite bourgeoisie envahissent le marché du travail salarié. C'est là le terreau sur lequel croît le féminisme organisé, dont les caractères

ristiques sociologiques diffèrent quelque peu de celles du premier. Moins populaire, celui-là est surtout plus intellectuel ; « l'époque où nous vivons est l'âge critique de la femme intellectuelle », écrit Charles Turgeon, qui constatant le décalage entre l'instruction des jeunes filles et les débouchés qu'elle leur offre, craint de les voir « s'enrégimenter dans cette armée révolutionnaire qu'on appelle déjà le "prolétariat intellectuel des femmes" »<sup>11</sup>.

Le féminisme n'est ni une doctrine unique, ni une organisation structurée : c'est une mouvance composée de groupes variés aux conceptions contradictoires. La solidarité de sexe, affirmée bien haut, masque les oppositions politiques et empêche de formuler des ruptures ; il y a cependant peu en commun entre toutes celles qui parlent au nom du féminisme. Le considérer comme bourgeois occulte la réalité d'un mouvement social qui tire sa force de ce qu'il traverse différentes strates de la société. Les nécessités ressenties, les objectifs et les modes d'action varient d'un groupe à l'autre et il est nécessaire de déconstruire l'amalgame pour comprendre ce que fut le féminisme dans ses rapports avec le mouvement social.

Il existe en France un féminisme clérical et conservateur, il existe un féminisme protestant et respectable ; ces tendances ont organisé en 1900 le *Congrès catholiques des Institutions féminines* et le *Congrès des Œuvres et Institutions féminines*. Mais nous nous intéressons particulièrement à une troisième tendance, celle qui est à l'initiative du *Congrès de la Condition et des droits des femmes*, « le plus nombreux, le plus animé, le plus révolutionnaire ». Ce choix ne s'explique pas seulement par une préférence politique ; c'est aussi que, dans la pratique, c'est avec cette tendance féministe que le socialisme a eu maille à partir. Seule, en effet, par l'intérêt qu'elle porte aux ouvrières, la gauche féministe a pu entrer en rivalité et en conflit avec le socialisme.

Dans cette gauche féministe, on trouve les groupes d'Hubertine Auclert, *Le Suffrage des femmes*, d'Eugénie Potonié Pierre, Caroline Kauffmann et Madeleine Pelletier, *La Solidarité des*

*femmes*, de Maria Pognon et de Marie Bonneval, *La Ligue du Droit des femmes...* Ces groupes éditent chacun son journal, mais tous se reconnaissent dans le quotidien féministe *La Fronde*, dirigé par Marguerite Durand et sous les auspices duquel se tient le *Congrès de la Condition et des droits des femmes*. De congrès en congrès, 1892, 1896, 1900, la gauche féministe a inscrit à son programme les revendications sociales : à travail égal, salaire égal, abolition des lois d'exception et de la concurrence du travail des couvents et des prisons, élection des inspectrices du travail, limitation du temps de travail égale pour les deux sexes, assimilation du travail des domestiques à celui des ouvriers ou employés, congé de maternité de six semaines à la charge de l'Etat...

La plupart des observateurs de l'époque, écrivains ou journalistes, ne font guère de distinction à l'intérieur de la gauche féministe qu'ils lient volontiers au socialisme. Au contraire, c'est au sein de celle-ci que les femmes socialistes tracent la « ligne de classe ». Celle-ci, matérialisée par l'adhésion aux organisations de la classe ouvrière et à leur vision de la lutte des classes, dessine une rupture : prolétariat en deçà, bourgeoisie au-delà, toutes tendances confondues.

Consciemment ou non, la « théorie du féminisme bourgeois » inverse la position marxiste sur la question des femmes ; il faut donc expliquer son apparition historique et sa démarche théorique.

### ***Les femmes et le socialisme à l'aube de la troisième République***

A différents moments de l'histoire, en France particulièrement, féminisme et socialisme se sont rencontrés, confrontés, souvent opposés. L'établissement définitif de la République est l'un de ces moments où se mettent en scène les aspirations et les contradictions profondes de ces deux mouvements sociaux.

En 1879, Hubertine Auclert est invitée au Congrès socialiste

de Marseille, « non parce qu'elle est ouvrière, mais parce qu'elle est femme, c'est-à-dire exploitée, esclave déléguée de neuf millions d'esclaves »<sup>12</sup>. Au nom des principes de justice et d'égalité, revendiqués par les socialistes, elle demande pour les femmes justice et égalité, abolition des privilèges de sexe comme des privilèges de classe. Au nom de toutes les femmes, elle propose aux prolétaires une alliance contre leurs communs oppresseurs, et obtient l'inscription au programme socialiste d'une complète égalité des sexes. Le socialisme se prononce pour le suffrage féminin avant que le féminisme ne l'ait revendiqué.

Ainsi féminisme et socialisme, ces deux mouvements sociaux qui prennent forme et s'organisent, décident de joindre leurs forces : « Femmes et prolétaires de tous les pays, unissez-vous » écrit *L'Égalité* (31-3-1880). Sans doute entraînait-il de part et d'autre un peu de calcul dans cette alliance ; et bientôt les féministes purent en mesurer les limites. Ayant apporté leur soutien, les socialistes attendaient en retour que les femmes manifestent leur confiance dans le socialisme. Elles étaient appelées à se contenter des déclarations de principe et à mettre de côté leurs revendications propres, dans l'attente de la Révolution qui mettrait fin non seulement à l'inégalité juridique, mais à sa cause, la dépendance économique. Revendiquer des droits pour les femmes dans la société capitaliste, c'était croire celle-ci capable de s'amender, c'était faire acte de défiance envers le socialisme, seul capable de résoudre la question féminine, c'était revendiquer des droits bourgeois, comme ceux qu'avait proclamés la révolution bourgeoise de 1789. C'était du féminisme bourgeois.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sont créés successivement deux groupes féministes-socialistes : *l'Union des femmes*, en 1880, qui revendique les droits civils et politiques des femmes ainsi que le droit au travail et affirme que ceux-ci ne deviendraient réalité qu'avec le socialisme ; puis, dix ans plus tard, *La Solidarité des femmes*. Articulant programme féministe et programme socialiste, ce sont des groupes de femmes socialistes, désavouant le conservatisme du féminisme, et des groupes de pression féministes sur les socialistes, qui exigent que ceux-ci mettent leurs

actions en accord avec leur parole. Malgré quelques succès, tous deux échouèrent sur le même écueil : le refus socialiste de soutenir concrètement les revendications des femmes. Ni la candidature de Léonie Rouzade aux élections municipales de 1881, ni celle de Paule Minck aux législatives de 1893 n'obtinrent le soutien attendu et ces femmes socialistes se virent contraintes de mener la lutte pour les droits des femmes dans le seul cadre du féminisme<sup>13</sup>.

Un nouveau *Groupe féministe-socialiste*, fort différent des précédents, est constitué en 1899. Conservant les deux termes dans sa dénomination, il marque une nette préférence. Il se donne comme objectif d'organiser sur une base socialiste les femmes de la classe ouvrière dont la faible conscience freine la lutte des hommes, et considère la conquête de droits pour les femmes non comme un but mais comme un « moyen pour préparer l'éducation socialiste des femmes ». Volontairement subordonné aux différents groupes socialistes, il proclame qu'il « ne peut pas y avoir d'antagonisme entre hommes et femmes de la classe ouvrière »<sup>14</sup> et lorsqu'apparaissent des conflits, il prend le parti des hommes, considérant l'intérêt du Parti comme toujours plus important qu'un problème spécifique. En dépit de sa bonne volonté, le *Groupe féministe-socialiste* ne sut pas convaincre les socialistes de son utilité ; aucune place ne lui fut reconnue dans le Parti, unifié en 1905, il disparut alors rapidement.

Après de longues années d'absence collective, un *Groupe des femmes socialistes* est constitué en 1913, conformément aux directives internationales<sup>15</sup>. Comme le note Madeleine Réberrioux<sup>16</sup> « entaché de bourgeoisisme, le référent féministe a disparu » de la dénomination du groupe. Cependant, un certain nombre de féministes y participent et quatre d'entre elles : Marie Bonneval, Hélène Brion, Marguerite Martin et Maria Vérone sont élues à la première commission exécutive, le 6 mars 1913.

C'est dans ces deux groupes, successivement, que sont énoncés les arguments qui forment la trame de la théorie du féminisme bourgeois. Les féministes socialistes s'opposent en 1900

aux « féministes bourgeoises », organisatrices du *Congrès de la Condition et des droits des femmes*. En 1913, c'est au sein du *Groupe des femmes socialistes* que s'affrontent les points de vue. Les féministes sont alors exclues de la direction ainsi que les conciliatrices. Pour se protéger des déviations féministes, le Groupe adopte des statuts tels qu'il s'interdit de recruter des femmes hors du parti. Auxiliaire dévoué de celui-ci, le *Groupe des femmes socialistes* ne peut même plus lui amener des adhérentes. Sa peur du féminisme est telle qu'il en vient à se fermer à tous les problèmes des femmes, et particulièrement à ceux des ouvrières.

### **Socialisme et/ou féminisme : les termes du débat**

Pour Louise Saumonneau, le féminisme est bourgeois, en ce qu'il oppose la solidarité de sexe à la lutte des classes. Clôturant le Congrès de 1900, Maria Pognon revendiquait l'amitié entre bourgeoises et ouvrières : « je sais qu'il y a un parti qui prêche la lutte des classes, eh bien je blâme ce parti, il faut abattre cette muraille de haine que vous voulez établir entre nous »<sup>17</sup>. C'est là la « diatribe contre le socialisme » par laquelle, pour Louise Saumonneau, s'est achevé le Congrès, « comme toute assemblée bourgeoise qui se respecte »<sup>18</sup>. « Nous ne voulons pas », disait également Suzon en 1913, « d'un mouvement qui s'évertue à jeter un voile sur la lutte des classes. Nous repoussons ce grand baiser Lamourette qui scelle dans un creuset de mensonge les intérêts confondus — et irréconciliables — des milliardaires et des salariés, des princesses royales et républicaines et des victimes du swaeting system que la faim tenaille »<sup>19</sup>.

Au nom de la solidarité de sexe, les féministes de 1900 se réjouissent de la création du *Groupe féministe-socialiste* : « le féminisme socialiste, surtout économique, rendra de grands services à la cause, en complétant en quelque sorte celui qui se préoccupe des réformes à apporter à la législation »<sup>20</sup>. Elles encourageaient les ouvrières à se syndiquer, y voyant l'unique

moyen pour celles-ci de sortir de leur isolement et de résister à la surexploitation pour conquérir la dignité du travail : « L'union est indispensable, associations, coopération, syndicats ; il faut que les femmes entrent partout et partout travaillent avec leurs frères de misère, il faut que ceux-ci comprennent leur devoir et ouvrent leurs rangs à leurs compagnes »<sup>21</sup>.

Le *Groupe féministe-socialiste* rompt unilatéralement avec le féminisme au nom de la lutte des classes. Loin de voir dans le soutien de « bourgeoises » à une grève d'ouvrières l'effet de la solidarité de sexe, Louise Saumonneau y voyait l'indice de la faible conscience de classe des ouvrières qui acceptaient ce soutien. Elle s'opposait à ce que les femmes forment entre elles des syndicats lorsque les hommes refusaient de les admettre parmi eux, car cela « favoriserait l'influence bourgeoise ». Pour elle, féminisme est vraiment synonyme de bourgeois et elle craint par dessus tout de voir le féminisme « entraîner les femmes du peuple »...

La ligne de classe sépare de façon abrupte, les femmes socialistes des « féministes bourgeoises » et il ne peut y avoir d'intérêts communs entre elles. Les ouvrières sont l'enjeu d'une rivalité, et c'est pourquoi les féministes les plus progressistes, celles qui s'intéressent aux ouvrières sont les « adversaires naturels » de Louise Saumonneau.

On trouve en 1913 la même volonté de rupture, mais c'est au sein du Parti socialiste et du *Groupe des femmes socialistes* qu'est alors tracée la ligne de démarcation. Comme par contagion, celles des femmes socialistes qui affirment la solidarité féminine malgré la lutte des classes deviennent, elles aussi, des bourgeoises.

Féminisme et socialisme sont-ils exclusifs l'un de l'autre ? doivent-ils se combattre ou s'appuyer mutuellement ? La lutte des classes interdit-elle toute solidarité entre les femmes ? Les positions divergent et s'affrontent dans les colonnes de *l'Équité*, de la *Bataille syndicaliste*, ou de la *Voix du peuple*<sup>22</sup>.

Pour Marguerite Martin : « le vrai féminisme est uniquement basé sur le principe égalitaire (...) il est parfaitement conciliable

avec l'idéal socialiste ». Elle appelle à mener de front les deux luttes, l'une pour l'émancipation des femmes, « à côté des bourgeoises chaque fois que leurs revendications touchent un point précis du programme socialiste », l'autre, « sur le terrain de la lutte des classes ».

Les féministes ne nient pas la lutte des classes mais elles soulignent qu'elle se pose aux femmes, exclues du pouvoir social, de façon particulière, et qu'il existe « du fait de l'organisation masculiniste du monde une solidarité féministe »<sup>23</sup>. Elles insistent aussi sur les conflits qui divisent la classe ouvrière : « Qu'on le veuille ou non, la femme salariée se doit d'ajouter à l'exploitation de classe le douloureux malentendu des sexes »<sup>24</sup>. Rappelant « les lois bourgeoises, réclamées parfois par les ouvriers » contre le travail des femmes, elles dénoncent « l'instinct masculin habitué depuis des siècles à domestiquer la femme et qui s'affole à l'idée de son affranchissement » et concluent à la nécessité de « continuer le combat féministe à côté et en marge du combat socialiste ».

Pour les antiféministes, au contraire, il faut « laisser de côté tout ce qui n'est pas ce combat prolétarien », les femmes ne doivent pas batailler contre la toute puissance des moustaches et des barbes, mais se dévouer sans compter, apporter « des réserves intactes d'enthousiasme, de courage, d'allègre espérance », se soumettre sans discuter au Parti, à son idéal et à sa « pensée virile ». Aucune autonomie n'est permise, la lutte socialiste englobe toutes les autres.

Niant toute solidarité entre les femmes, elles affirment au contraire une solidarité entre hommes et femmes de la classe ouvrière que rien ne saurait troubler. Au mépris de l'évidence, elles proclament résolue la question des femmes et l'égalité réalisée entre les sexes. Puisque le Parti a promis que « dans la société future, la femme aura les mêmes droits que l'homme, la question féministe ne se pose même pas, nous l'avons résolue en la supprimant, ou plutôt en supprimant sa raison d'être, l'inégalité de droits ». Proclamation magique qui masque la réalité présente derrière l'image du monde futur et interdit toute contesta-

tion actuelle : rêve éveillé d'une mythique solidarité de classe, niant de façon compulsive cette guerre des sexes qui nous apparaît à cette époque de façon tellement crue<sup>25</sup>.

### *Le droit des femmes au travail*

La question du travail des femmes se pose en effet au mouvement ouvrier, comme l'une des plus cruciales du moment. Si de nombreux syndicalistes sont alors attachés au principe proudhonien de la femme ménagère, les socialistes prennent parti pour le travail des femmes ; l'émancipation passe, selon Engels « par la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique ».

Cependant, comme la presse syndicale, la presse socialiste s'intéresse peu au travail féminin, et c'est dans les journaux féministes que les femmes socialistes parlent de la condition des ouvrières<sup>26</sup>.

On aurait pu attendre des militantes socialistes qu'elles s'attachent tout particulièrement à développer dans la classe ouvrière l'idéal « socialiste » de la femme « compagne (des) luttes économiques et politiques pour le relèvement des salaires et l'émancipation du travail ». En juin 1902, le *Groupe féministe socialiste* était intervenu lors d'une grève d'ébénistes qui demandaient « l'exclusion des femmes des travaux d'ébénisterie », pour souligner qu'il « serait profondément injuste d'empêcher les femmes de gagner leur vie et celle de leur famille » et que « pour éviter la concurrence (...) les travailleurs n'ont qu'un moyen : lui faire comprendre que son intérêt est de se syndiquer et de demander ensuite un salaire égal à celui de l'homme pour un travail égal »<sup>27</sup>.

Mais c'est l'unique prise de position féministe socialiste. Pour se démarquer des féministes, et par crainte de s'opposer aux hommes, les femmes socialistes s'interdisent bientôt de soutenir le droit au travail des ouvrières.

Pour combler les lacunes syndicales, des féministes impulsè-

rent la création de syndicats féminins, dont certains s'opposèrent aux syndicats masculins qui défendaient leur monopole de sexe<sup>28</sup>. Marguerite Durand n'admettait pas d'outrage à la dignité féministe au nom de la lutte des classes et ne craignait pas d'appeler à l'autorité.

L'action critique et conflictuelle des féministes se révéla plus efficace que le dévouement des femmes socialistes et syndicalistes qui y voyaient « une tentative d'accaparement par la bourgeoisie des femmes salariées » ; la CGT dut réagir, et comme le constate Madeleine Guilbert : « La première tentative sur le plan confédéral pour impulser l'entrée des femmes dans les syndicats de la CGT est née d'un conflit avec une fraction du mouvement féministe. »

Lors de l'Affaire Couriau, ce sont encore les féministes qui assumèrent la défense d'Emma et de Louis Couriau. Le *Groupe des femmes socialistes*, refusa de prendre parti, pour « rester un groupement de classe » et rassurer « les camarades hommes », contre les syndicalistes qui s'opposaient à la syndicalisation d'une ouvrière<sup>29</sup>.

La « théorie du féminisme bourgeois » conduisait les femmes socialistes, malgré les principes énoncés dans le programme du parti à rejeter les revendications d'égalité juridique et politique : « Le principe du mouvement féministe a donc comme base la revendication d'un "droit naturel" de même essence que les "droits naturels" invoqués par la bourgeoisie de 89 ».

Par constat d'impuissance, ou par préjugé sexuel, elles abandonnaient à la réaction les ouvrières, englobées dans la méfiance à l'égard du féminisme. L'intérêt porté par celui-ci aux ouvrières n'était-il pas l'indice d'une tendance non-prolétaire chez celles-ci ? Conservatisme naturel ou influence cléricale, les femmes ne sont pas considérées comme membres à part entière du prolétariat, au nom duquel parle le Parti et auquel s'identifient les femmes socialistes.

Françoise Picq (France)

1. *Congrès féministe*, 1896.

2. Charles Sowerwine, *Les Femmes et le socialisme*, Presses de la Fondation des Sciences politiques, 1978.

3. Marie-Hélène Zylberberg-Horquard, *Féminisme et syndicalisme en France*, Anthropos, 1978.

4. Jeanne DeFlou, *Le Sexualisme, critique de la prépondérance et de la mentalité du sexe fort*, 1906. *Lutte féministe, organe uniquement et rigoureusement indépendant pour le féminisme intégral*, 1919.

5. Friedrich Engels, *L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État*, Éditions Sociales, 1973, (1884) : « le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme, ainsi que la nécessité comme la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux ».

6. Maria Pognon, *Congrès de la Condition et des Droits des Femmes*, 1900.

7. Il y avait en 1900 50 000 institutrices laïques, en 1914 on compte 155 000 femmes fonctionnaires ; elles représentent alors 39 % des employées du secteur tertiaire. (M.H. Zylberberg-Hocquard, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Éditions Ouvrières, 1982.)

8. Éleanor Marx, « La question féminine », 1887, in *Dialectiques* n° 8.

9. Suzon (Suzanne Lacore), *Féminisme et socialisme*. Cette brochure rassemble les articles parus dans *l'Équité* en 1913 et 1914 ; y sont réunis les arguments du « féminisme bourgeois ».

En 1898, le Parti Ouvrier de Jules Guesde ne comptait que deux ouvriers parmi ses députés. (Claude Willard, in *Le Mouvement social*, oct. 1960).

10. Il n'y eut pas plus de 2 à 3 % de femmes dans les différents groupes et parti socialistes avant 1914 (C. Sowerwine, *op. cit.*).

11. Charles Turgeon, *Le Féminisme français*, Larose, 1902.

12. *Congrès Ouvrier Socialiste de France*, séance « De la Femme », présidée par Hubertine Auclert, 22-10-1879, « Égalité politique et sociale de l'homme et de la femme ».

13. Le refus guesdiste de soutenir la candidature de Léonie Rouzade est à l'origine du schisme du socialisme français qui dura jusqu'en 1905 : Guesdistes et possibilistes s'opposaient sur la question du droit des femmes, dans la mesure où celle-ci « était le centre concret d'une question abstraite : réforme contre révolution sur laquelle le parti se scindait ». (C. Sowerwine, *op. cit.*)

14. *La Femme socialiste*, 1901, (exergue du journal).

15. *La Première Conférence Internationale des Femmes Socialistes*, (Stuttgart, 1907) décida malgré l'opposition de Madeleine Pelletier : « les femmes socialistes ne doivent pas s'allier aux féministes de la bourgeoisie ».

16. M. Rebérioux, Préface à C. Sowerwine, *op. cit.*

17. Maria Pognon, *Congrès de la Condition*, *op. cit.*



18. *La Petite République*, 14-9-1900.
19. Suzon, *op. cit.*
20. *La Fronde*, 2-1-1900.
21. Maria Pognon, *op. cit.*
22. *L'Équité, organe éducatif du prolétariat féminin*, dirigé par Marianne Rauze, 1913-1919. *La Bataille syndicaliste*, Elisabeth Zemianska « Le vrai féminisme... C'est le syndicalisme », 1-8-1913. *La Voix du peuple*, organe de la CGT, 1914.
23. Hélène Brion, *La Voix féministe*, (Épône, 1917) Syros, 1978.
24. Venice Pellat Finet, *La Voix du Peuple*.
25. On a pu dénombrer 54 grèves d'hommes pour obtenir des renvois de femmes entre 1890 et 1908 (Madeleine Guilbert, *Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, CNRS, 1964.)
26. Aline Valette, qui fut la première secrétaire permanente du Parti Ouvrier tint « La rubrique du travail » de *La Fronde* jusqu'à sa mort en 1899 ; Marie Bonneval lui succéda.
27. *La Petite République*, « Les Grèves », 2-6-1900.
28. Syndicat des femmes typographes, des femmes dactylographes, des caissières comptables, des fleuristes plumassières, des sages-femmes.
29. Emma Couriau se vit refuser son adhésion à la section lyonnaise syndicat du Livre, qui de plus, exclut son mari pour l'avoir laissé exercer le métier. Impulsé par la *Fédération féministe du Sud-est*, cette affaire fit grand bruit dans les milieux socialistes et syndicaux et amorça une notable évolution de l'opinion.